

La seconde observation générale que j'ai à formuler, c'est que nous avons confiance dans les Nations Unies. L'agression commise contre la république de Corée a fait passer les Nations Unies par le creuset d'un examen minutieux et provoqué une révision de l'idée qu'on se faisait du rôle que cet organisme était appelé à jouer dans le maintien de la paix, et de même de ce qu'il peut ou ne peut pas faire dans un monde divisé entre deux États supérieurs, autour desquels les autres États ont tendance à se grouper, dans un cas, de leur plein gré, et dans l'autre, par contrainte. Les derniers événements ont certes démontré clairement que notre organisation mondiale n'est pas encore en mesure d'entreprendre à coup sûr toutes les tâches qui peuvent lui être dévolues par voie de résolutions; il serait, je crois, malhonnête de prétendre le contraire. Quel que soit le résultat de cette révision cependant, il est certain que les Nations Unies continuent d'accomplir des tâches nombreuses et indispensables au maintien de la paix sur une base acceptable. D'abord, l'organisme mondial maintient la promesse de la liberté pour tous. Deuxièmement, il offre un cadre dans lequel les hommes de bonne volonté peuvent préparer leur défense collective ainsi que l'avènement du jour où les principes du droit remplaceront ceux de la force dans les relations internationales. Troisièmement, en raison de son caractère universel, il sauvegarde l'idée de la collectivité humaine. Je ne crois pas qu'on doive reprocher aux Nations Unies d'embrasser plus qu'elles n'atteignent.

Aucun de nous n'a pu douter qu'il faudrait peiner longuement pour établir une communauté mondiale fondée sur les principes du droit et que nos efforts aboutiraient souvent à des déceptions. S'il n'en était pas ainsi, l'espoir serait superflu et nous n'aurions pas raison de nous féliciter d'avoir confiance dans l'adversité comme aux heures ensoleillées. Ce n'est pas le moment de perdre confiance dans les Nations Unies. Manquer de fidélité aux principes dont s'inspire notre charte et notre organisme mondial, ce serait trahir les troupes des Nations Unies qui combattent en Corée.

Mais nous devons aussi acquitter un autre engagement, et c'est là la troisième des considérations générales dont il faut tenir compte. Nous nous devons à nous-mêmes et aux militaires qui combattent en Corée de nous faire une idée aussi pondérée et rationnelle que possible des dangers qui menacent le monde libre, non seulement en Corée, mais dans plusieurs autres pays; nous serons alors mieux en mesure de décider de la ligne de conduite que les Nations Unies devraient adopter à l'égard de l'extrême Orient.

[L'hon. M. Pearson.]

Depuis plusieurs semaines, les manchettes des journaux nous rappellent constamment la bataille qui se livre en Corée. Cependant, si nous ne prenons bien soin de nous former, et de conserver un jugement pondéré, nous serons peut-être enclins à oublier qu'il se trouve en bien d'autres endroits de l'univers des forces capables d'attaquer soudainement le monde libre. Il nous faut tenir compte de ces dangers si nous voulons formuler une politique sage à l'égard de la Chine et de la Corée. Il existe un nombre alarmant de ces points névralgiques mais je me contenterai d'en mentionner quelques-uns.

A l'ouest de la Corée, nous devons, je crois, tenir compte du danger qui menace l'Indochine. Les partisans et les volontaires chinois,—"volontaires", quel mot inquiétant,—aident depuis longtemps le Viet-Minh à attaquer les trois États nouvellement associés, le Viet-Nam, le Laos et le Cambodge.

Les indices qui, avant le 25 juin, nous laissaient prévoir que la république de Corée serait peut-être attaquée réapparaissent maintenant dans le cas de l'Indochine; il est fort possible qu'une attaque générale soit déchaînée contre ce pays. La France essaie de défendre l'Indochine et de la rendre complètement indépendante; mais si ses vaillants efforts échouent, tout le sud-est de l'Asie, y compris la Birmanie, la Malaisie et l'Indonésie, ainsi que leurs importantes ressources en caoutchouc, en riz et en étain pourraient fort bien tomber aux mains des communistes. En pareil conjoncture, la situation de l'Inde et du Pakistan deviendrait éventuellement, ou peut-être même sous peu, fort inquiétante.

La Perse et le moyen Orient sont également exposés. En ce moment, les troupes de l'Union soviétique qui font face à cette région et à ses importants champs pétrolifères sont assez nombreuses, je crois, pour l'envahir sans grande difficulté.

De l'autre côté de la Méditerranée un autre pays est directement menacé: la Yougoslavie. Le gouvernement du maréchal Tito est en butte à de grandes difficultés économiques, en partie par suite de la grave sécheresse de l'an dernier, en partie par suite du blocus économique que le Cominform a dirigé contre lui. En outre, contrairement aux dispositions des traités de paix, la Roumanie, la Hongrie, la Bulgarie sont maintenant en possession de forces militaires suffisantes pour que, collectivement, ces pays soient des voisins puissants aussi bien que menaçants et agressifs.

Mais c'est encore en Europe occidentale que le monde libre court les plus grands dangers. La reconnaissance de ce fait a motivé la signature du Pacte de l'Atlantique-Nord au printemps de 1949. Depuis lors, l'accroissement